

Action(s) contre la RGPP au CNRS

Bref compte-rendu de l'Assemblée des personnels CNRS

Amphi de la DR Lyon - Le 31 mars 2011

Ci-dessous la bibliographie complète sur la question (si vous souhaitez parfaire votre information) ::
Le 5ème Conseil de Modernisation des Fonctions publiques, présidé par Sarkozy et Baroin vient de se tenir en mars.

Si vous souhaitez prendre connaissance de l'intégralité du document (200 pages) :

http://www.modernisation.gouv.fr/fileadmin/Mes_fichiers/pdf/5eCMPP_mars2011/5CMPP_global.pdf

Si vous souhaitez vous limiter aux 8 pages concernant le MESR :

http://sntrs-lyon.alter.eu.org/public/pdf/20110328_rgpp_ministere.pdf

Sur : <http://www.sntrs.fr/>

L'intégral de l'Audit RGPP au CNRS (39 pages),

L'intégral de l'Audit RGPP à l'INRA (72 pages),

Tract du SNTRS-CGT « Alerte aux directeurs d'unités et aux personnels des laboratoires »

La première phase de la "Révision Générale des Politiques Publiques", dont le but de "dégraissage" de la fonction publique n'a jamais été un mystère, se déroule actuellement au CNRS sous la forme d'un "Audit" des "fonctions support" (définies comme : l'ensemble des compétences qui fournissent des services aux fonctions métier de l'établissement mais sans être en lien direct avec le coeur de métier). Les "fonctions soutien" (définies comme : fonctions qui concourent directement à la réalisation des missions de l'établissement dans le domaine de la recherche à l'exception des activités de recherche elles-mêmes) seront "auditées" à partir du mois de juin.

Parallèlement, dans un premier temps, 85 laboratoires sont concernés. Mais l'opération sera généralisée aux 1200 unités CNRS (UMR, USR etc.) dès l'automne 2011. Toutes les catégories des personnels seront directement impactées, donc pas seulement les personnels des délégations régionales.

La "méthodologie" de cet audit a été publiée, qui appelle de nombreux commentaires. Quelques erreurs ont été relevées.

Les "recommandations" faites à l'INRA, où l'Audit est terminé, à l'issue du même exercice éclairent d'un jour particulier la démarche adoptée. Il est malheureusement impossible de résumer ici les 72 pages de l'Audit et les principales recommandations faites. Toutes les catégories de personnels seront concernées, les conditions du travail en équipe sont ainsi remises en cause.

Citons un extrait de la déclaration de l'intersyndicale de l'INRA en date du 23 mars :

« Les orientations du rapport sur l'INRA, rédigé dans le cadre de cet audit, ne s'inscrivent pas dans une logique de service public. La plupart des indicateurs de performance avancés ne relèvent que d'une simple logique comptable : nombre moyen de pièces comptables et financières traitées par Equivalent Temps Plein, nombre de repas servis au sein des restaurants de l'INRA, montant moyen de budget exécuté ou nombre de personnes physiques gérées, taux d'externalisation des fonctions. Pour se donner une allure de sérieux, le rapport compare avec des données pour les universités, mais celles-ci ne sont ni crédibles, ni pertinentes. Le rapport fait des propositions (réformes territoriales accentuant le pouvoir des directions, mutualisations comme pour les achats, externalisations pour la restauration collective), qui ont pour objectif de limiter l'emploi public, sans tenir compte des besoins scientifiques. Et les conditions de travail de tous, titulaires et précaires, risquent de s'en trouver aggravées (mutations forcées...) »

L'amphi de la DR CNRS était trop petit ce jeudi 31 mars pour accueillir tous les présents (même si on peut regretter une participation inégale de certaines unités et de certaines catégories de personnels). Les présentations ont suscité un grand débat. Les personnels ont conscience que la politique RGPP touche tous les secteurs de la fonction Publique. Il faut s'y opposer tous ensemble et pas seulement au niveau du CNRS. Dans une ambiance très combative, les personnels ont exprimé une forte attente d'actions concrètes. La motion ci-dessous a été votée à l'unanimité, après de multiples modifications. A notre demande Madame le Déléguée Régionale l'a transmise au Président du CNRS et aux deux Directeurs Généraux Délégués. Le Président du CNRS a fait une réponse aux organisations syndicales qui ont déposé une motion au Conseil d'Administration du CNRS le 31 mars. Elle a dû vous être diffusée via votre directeur d'unité. Sans commentaire !

Citons en conclusion provisoire certaines actions évoquées :

- **prendre l'initiative d'assemblées locales, grandes ou petites, par unité, groupe d'unités, par site**
- **s'opposer à toute tentative de suppression de poste dans chaque unité ou service, défendre l'emploi poste par poste**
- **actions de sensibilisation, s'exprimer lors de chaque visite de responsable, motion de conseil de laboratoire ou service...**
- **grève, grève administrative...si le processus RGPP perdure.**

PS : Le Directeur Général Délégué Ressources, Xavier INGLEBERT, sera à la DR Lyon le jeudi 28 avril : il recevra les Directeurs d'Unités à 11h et les organisations syndicales à 16h.

Signalons aussi la pétition électronique initiée par les collègues de la DR Midi-Pyrénées. Vous pouvez signer en ligne :

<http://www.petitionenligne.fr/petition/petition-contre-la-rgpp-au-cnrs/1103>

et regardez la proposition d'un nouveau logo pour le CNRS (page jointe) !

Motion votée à l'unanimité ce jeudi 31 mars 2011 à l'Ag des personnels CNRS de la région lyonnaise

Les personnels CNRS de la région lyonnaise réunis le 31 mars 2011 s'associent à toutes les initiatives et les démarches destinées à contrer la mise en place de la RGPP dans la fonction publique.

Au CNRS comme ailleurs, l'audit RGPP a pour seul but de préparer la réduction des emplois publics programmée par le gouvernement.

Nous demandons que le CNRS exige le respect des engagements en matière d'emploi public de fonctionnaires mentionnés dans le contrat d'objectif du CNRS avec l'Etat 2009-2013.

Toutes les fonctions concourant à un but commun, nous affirmons et défendrons la nécessité du travail collectif au plus près de la recherche. Celui-ci est indispensable à notre mission de service public et incompatible avec l'approche uniquement quantitative des audits en cours.

Enfin, nous nous déclarons prêts à mettre en œuvre toutes les initiatives à notre disposition, y compris la grève administrative, la grève ou toutes autres actions si ce processus devait perdurer.

Votée à l'unanimité.

130 présents

Cette motion est en ligne sur : <http://sntrs-lyon.alter.eu.org/>